

**Marché n° 2025-08 : Fourniture et installation d'équipements  
de cuisine pour le restaurant d'application du Lycée Hôtelier  
du Touquet**

---













**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

**C.C.P. N°2025-08**

---

Marché à procédure adaptée passé selon les dispositions des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché de fournitures et services</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture et installation d'équipements de cuisine pour le restaurant d'application du Lycée Hôtelier du Touquet</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>GIP FCIP de Lille 111 Avenue de Dunkerque 59000 - Lille</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>GIP FCIP de Lille, 111 Avenue de Dunkerque, 59000 Lille</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée d'exécution est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie au sein du présent document.</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché inclut des considérations sociales.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1.</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1.	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	4
ARTICLE 2.	OBJET DU MARCHÉ .....	4
ARTICLE 3.	DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....	4
ARTICLE 4.	DOCUMENTS DU MARCHÉ .....	4
4.1.	<i>Pièces contractuelles</i> .....	4
4.2.	<i>Pièces générales</i> .....	4
ARTICLE 5.	ASSURANCES .....	5
ARTICLE 6.	INTERVENANTS .....	6
6.1.	<i>Sous-traitance</i> .....	6
6.2.	<i>Groupement d'opérateurs économiques</i> .....	6
<b>PARTIE 2.</b>	<b>SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES .....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 7.	PRESTATIONS ATTENDUES .....	7
7.1.	<i>Démontage, évacuation et traitement du matériel non récupéré</i> .....	7
7.2.	<i>Livraison et installation des équipements et petits matériels de cuisine</i> .....	7
ARTICLE 8.	DÉLAI DE GARANTIE .....	11
ARTICLE 9.	CONTENU DE LA GARANTIE .....	11
ARTICLE 10.	MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS .....	12
10.1.	<i>Contenu de la maintenance</i> .....	12
10.2.	<i>Assistance téléphonique et SAV</i> .....	12
<b>PARTIE 3.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 11.	MISE A DISPOSITION DES ÉQUIPEMENTS .....	13
11.1.	<i>Délai de livraison</i> .....	13
11.2.	<i>Lieu de livraison</i> .....	13
11.3.	<i>Modalités de livraison</i> .....	14
11.4.	<i>Mise en service des équipements</i> .....	14
11.5.	<i>Formation des utilisateurs et documentation technique</i> .....	14
ARTICLE 12.	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION .....	14
ARTICLE 13.	OBLIGATIONS DES PARTIES .....	15
13.1.	<i>Obligations du pouvoir adjudicateur</i> .....	15
13.2.	<i>Obligations du titulaire</i> .....	15
ARTICLE 14.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	16
<b>PARTIE 4.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 15.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ .....	17
15.1.	<i>Modalités de fixation et contenu des prix</i> .....	17
15.2.	<i>Variation des prix</i> .....	17
ARTICLE 16.	AVANCE .....	17
ARTICLE 17.	MODALITÉS DE PAIEMENT .....	18
17.1.	<i>Délai de paiement</i> .....	18
17.2.	<i>Facturation</i> .....	18
<b>PARTIE 5.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION .....</b>	<b>20</b>
ARTICLE 18.	PÉNALITÉS .....	20
ARTICLE 19.	EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	21
ARTICLE 20.	CAS DE RÉSILIATION .....	21
ARTICLE 21.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	22
21.1.	<i>Règlement amiable des litiges</i> .....	22
21.2.	<i>Juridiction compétente</i> .....	22
ARTICLE 22.	DEROGATION AU CCAG FCS .....	22
ARTICLE 23.	SIGNATURE DES PARTIES .....	22
<b>ANNEXE 1 -</b>	<b>CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES .....</b>	<b>23</b>

## PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE LILLE	
Adresse : 111 avenue de Dunkerque CS 10023	Code postal : 59009 Lille Cedex
Ville : LILLE	Pays : France
Adresse internet : <a href="http://monavenirpro-hdf.fr/">http://monavenirpro-hdf.fr/</a>	

### ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la fourniture et l'installation d'équipements de cuisine pour le restaurant d'application du Lycée Hôtelier d'État du Touquet.

### ARTICLE 3. DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le délai d'exécution du marché correspond au délai de livraison que le titulaire proposera dans son offre et sur lequel il sera engagé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

En tout état de cause, le délai maximal de livraison doit intervenir avant le 30 septembre 2025.

Le délai d'exécution du marché commence à courir à compter de la notification.

### ARTICLE 4. DOCUMENTS DU MARCHÉ

#### 4.1. Pièces contractuelles

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

Pièces contractuelles du marché	
1	L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes 1A (annexe financière) et 1B (réponses techniques)
2	Le cahier des clauses particulières (CCP)
3	Le mémoire technique
4	Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

#### 4.2. Pièces générales

Pièces générales du marché	
1	Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,

2	Les normes et règlements approuvés par arrêtés ministériels applicables aux prestations faisant l'objet du marché.
3	Le code de la commande publique
4	Le code du travail

Ces documents généraux ne seront pas joints au marché, le titulaire reconnaissant néanmoins expressément leur caractère contractuel.

Le titulaire du présent marché reconnaît le caractère évolutif par définition, qu'il soit technique, réglementaire ou autre. À ce titre, il reconnaît avoir l'obligation de se tenir informé en permanence de toute évolution des textes, normes etc., en relation avec l'objet du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès du pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 5. ASSURANCES

Le titulaire (ou chaque membre du Groupement) est tenu de contracter et de maintenir pendant toute la durée des obligations contractuelles et/ou légales à ses frais les assurances de Responsabilité Civile et de Responsabilité Civile Professionnelle garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber (et/ou du fait d'éventuels sous-traitants) du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché.

Par ailleurs, le titulaire est tenu :

- de remettre une attestation d'assurance au pouvoir adjudicateur au plus tard à la date de notification du présent marché,
- de transmettre par la suite, sur demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi de la demande par le pouvoir adjudicateur, et ce pendant toute la durée du marché, une attestation d'assurance.
- fournir une attestation d'assurance au début de chaque année et ce, pendant toute la durée du présent marché.

En application du CCAG FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, l'absence de fourniture d'une telle attestation pourra constituer un motif de résiliation du présent marché.

Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances. Il est expressément entendu par le titulaire que :

- aucune limitation de garanties d'assurance en nature ou en montant ne sera opposable au pouvoir adjudicateur,
- l'existence d'assurances ne peut être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités encourues et garanties dues par le titulaire,
- la fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées au présent article constituent un préalable à la conclusion du marché,
- le titulaire ne pourra répercuter au pouvoir adjudicateur aucun surcoût demandé par son assureur afin de délivrer des garanties conformes aux clauses du présent CCP,
- le titulaire s'engage à répercuter des obligations identiques sur ses sous-traitants et à justifier à toute demande du pouvoir adjudicateur que lesdits sous-traitants se conforment aux obligations ci-dessus.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire la souscription d'une assurance complémentaire à la charge exclusive du titulaire et, en cas de non-respect, de résilier le marché aux torts de ce dernier.

## ARTICLE 6. INTERVENANTS

### 6.1. Sous-traitance

#### 6.1.1. *Présentation d'un sous-traitant*

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

#### 6.1.2. *Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement*

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

#### 6.1.3. *Paiement direct des sous-traitants*

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le pouvoir adjudicateur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### 6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

## PARTIE 2. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

---

### ARTICLE 7. PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont énumérées comme suit :

- Démontage, récupération et traitement du matériel non récupéré ;
- Livraison et installation des équipements de cuisine et de leur documentation technique ;
- Formation des utilisateurs à l'utilisation des équipements.

#### 7.1. Démontage, évacuation et traitement du matériel non récupéré

Le titulaire aura à charge de démonter puis d'évacuer les équipements non récupérés. Il tâchera d'exécuter ces prestations selon ses modalités d'exécution détaillées dans le mémoire technique.

#### 7.2. Livraison et installation des équipements et petits matériels de cuisine

Les équipements de cuisine à livrer ainsi que leurs caractéristiques techniques sont détaillées comme suit :

##### Équipements de cuisson :

- 2 îlots de cuisson gaz haut de gamme :
  - 2 gammes 700 à dos avec dessus unique central
  - 1 étagère inox de 1600 x 500 centrale
  - 2 x Fourneau gaz 2 vifs + plaque coupe feu 800
  - 2 x meuble neutre de 400
  - 1 x grillade gaz pierre de lave 400
  - 1 x friteuse sur placard fermé gaz 400
  - 2 x soubassement neutre avec portes de 800
  - 1 x soubassement neutre avec portes de 1200
- 2 îlots de cuisson gaz haut de gamme :
  - 2 gammes 700 à dos avec dessus unique central
  - 1 étagère inox de 1600 x 500 centrale
  - 2 x Fourneau gaz 2 vifs + plaque coupe feu 800
  - 2 x meuble neutre de 400
  - 1 x grillade gaz pierre de lave 400
  - 1 x plancha gaz lisse chromée 400
  - 2 x soubassement neutre avec portes de 800
  - 1 x soubassement neutre avec portes de 1200
- 4 tables réfrigérées positive centrale 2 portes haut de gamme :
  - Construction en acier inoxydable. Portes avec poignées intégrées en acier inox, avec joints d'étanchéité facilement démontables.
  - Équipées d'un système de charnières à fermeture automatique et butée ouverte.
  - Pieds réglables en acier inox.
  - Panneau de commande et de ventilation du moteur à ouverture frontale pivotante. Unité de condensation scellée avec condenseur ventilé.
  - Évaporateur à tirage forcé avec revêtement anti-corrosion. Réfrigérant écologique R-134a sans CFC.
  - Contrôle électronique de température et de dégivrage avec affichage numérique.
  - Température de travail -2° à +8°C.

- Groupe tropicalisé de 38°C. Livré avec 1 grille GN 1/1 par porte. Alimentation mono 230V, puissance 350W.
- Dimensions (lpxh): 1520 x 700 x 850 mm. Attention largeur fourneau minimum 1520.
- Option granit.
- 4 tables neutre :
  - Construction en acier inoxydable.
  - Dimensions (lpxh) : 1520 x 600 x 850 mm. Sans frigo, avec évier central sans dosseret, tout inox, pas de granit, avec rangement en dessous.
  - Robinet mélangeur 1/4 de tour : mono-trou avec bec 200 mm.
- 2 fours mixte professionnel 6 niveaux haut de gamme :
  - Nouveau modèle à système de cuisson intelligent.
  - Plusieurs modes de cuisson différents (cuisson vapeur 30°C-130°C ; air pulsé 30°C-300°C ; combinaison vapeur et air pulsé 30°C-300°C).
  - Un système de nettoyage et d'entretien automatique pour l'enceinte de cuisson et le générateur de vapeur.
  - Douchette intégrée avec enrouleur automatique.
  - Sonde de T°C à cœur avec 6 points de mesure.
  - Port USB.
  - Alimentation 400V, puissance 11 kW.
  - Dimensions (lpxh): 850 x 850 x 850 mm.
  - Table de soubassement pour four :
  - Ouverture sur tous les côtés avec étagère basse.
  - Dimensions (lpxh): 850 x 685 x 699 mm.
- 2 fours à air pulsé haut de gamme :
  - Four à air pulsé avec possibilité de mise en réseau selon la norme DIN 18866 pour la cuisson automatique.
  - Nouveau modèle à système de cuisson intelligent.
  - Plusieurs modes de cuisson différents (+30°C à +300°C)
  - Un système d'auto-nettoyage, de détartrage et d'entretien automatique ultrarapide pour l'enceinte de cuisson et le générateur de vapeur.
  - Douchette intégrée avec enrouleur automatique.
  - Sonde de T°C à cœur avec 6 points de mesure.
  - Port USB.
  - Puissance : 11 kW
  - Dimensions : 850 x 850 x 850 mm.
- 12 grilles GN 1/1 inox
- 6 gastro GN 1/1 inox + 6 gastro GN 1/2 inox
- 6 gastro perforés GN 1/1 inox + 6 gastro perforés GN 1/2 inox
- 1 cellule de refroidissement haut de gamme :
  - Capacité de 5 x GN 1/1 au pas de 68 mm ou 9 x GN 1/1 au pas de 34 mm.
  - Construction en acier inox.
  - Capacité de refroidissement rapide (+63°C à +10°C) 15 Kg en 90 minutes.
  - Capacité de surgélation (+63°C à -18°C) 6 Kg en 290 minutes.
  - Groupe à air logé 3/4 CV basse pression tropicalisé, gaz réfrigérant R452A.
  - Alimentation mono 230V, ampérage 8A.
  - Dimensions (lpxh): 760 x 740 x 1020 mm. Inclus 5 paires de glissières, 4 grilles à fournir.



- Adoucisseur volumétrique eau froide 10L :
  - Ensemble monobloc avec vanne.
  - Tête de commande 5 cycles volumétrique.
  - Résine agréée consommation humaine. Capot de protection en PETG.
  - Flotteur double sécurité de saumurage. Mixing de réglage de dureté résiduelle.
  - By-pass avec adaptateur M3/4.
  - Dimensions (lpxh): 320 x 500 x 715 mm.
  - Filtre complet 20/27 pour adoucisseur : F20 complet livré avec une cartouche polypropylène microns, une équerre de fixation murale, une clef de démontage.
- Salamandre à plafond mobile ultra rapide :
  - Salamandre en acier inox.
  - Plan supérieur réglable en hauteur pour approcher ou éloigner la surface de chauffage des aliments.
  - Résistance électrique en céramique à rendement élevé. Possibilité d'activer de 1 jusqu'à 3 résistances.
  - Thermostat de sécurité.
  - Mécanisme de détection du plat.
  - Temps de cuisson programmable jusqu'à 20 minutes.
  - Fonction de maintien en température.
  - Grille et plaque en acier pour collecter le jus de cuisson.
  - Tension: Tétra 400V Puissance: 4,6kW.
  - Dimensions: 600 x 593 x 538 mm. Poids: 54.5 Kg.
- 1 poste de travail PMR neutre avec une plaque induction deux feux dans un meuble intégré (dimensions (lpxh) : 1520 x 65 x 85.

### **Équipements de pâtisserie :**

- 1 four mixte 6 niveaux haut de gamme :
  - Nouveau modèle à système de cuisson intelligent.
  - Plusieurs modes de cuisson différents (cuisson vapeur 30°C-130°C ; air pulsé 30°C-300°C ; combinaison vapeur et air pulsé 30°C-300°C).
  - Un système de nettoyage et d'entretien automatique pour l'enceinte de cuisson et le générateur de vapeur.
  - Douchette intégrée avec enrouleur automatique.
  - Sonde de T°C à cœur avec 6 points de mesure.
  - Port USB.
  - Alimentation 400V, puissance 11 kW.
  - Dimensions (lpxh): 850 x 850 x 850 mm.
  - Table de soubassement pour four :
  - Ouverture sur tous les côtés avec étagère basse.
  - Dimensions (lpxh): 850 x 685 x 699 mm.
- Adoucisseur volumétrique eau froide 10L :
  - Ensemble monobloc avec vanne.
  - Tête de commande 5 cycles volumétrique.
  - Résine agréée consommation humaine. Capot de protection en PETG.
  - Flotteur double sécurité de saumurage. Mixing de réglage de dureté résiduelle.
  - By-pass avec adaptateur M3/4.
  - Dimensions (lpxh): 320 x 500 x 715 mm.

- Filtre complet 20/27 pour adoucisseur : F20 complet livré avec une cartouche polypropylène microns, une équerre de fixation murale, une clef de démontage.
- 1 cellule de refroidissement haut de gamme :
  - Capacité de 5 x GN 1/1 au pas de 68 mm ou 9 x GN 1/1 au pas de 34 mm.
  - Construction en acier inox.
  - Capacité de refroidissement rapide (+63°C à +10°C) 15 Kg en 90 minutes.
  - Capacité de surgélation (+63°C à -18°C) 6 Kg en 290 minutes.
  - Groupe à air logé 3/4 CV basse pression tropicalisé, gaz réfrigérant R452A.
  - Alimentation mono 230V, ampérage 8A.
  - Dimensions (lpxh): 760 x 740 x 1020 mm. Inclus 5 paires de glissières, grilles non fournies.
- 1 poste de travail PMR neutre avec deux plaques à induction 2 feux de chaque côté dans un meuble intégré :  
Dimensions (lpxh) : 140 x 70 x 85
- 1 table réfrigérée positive centrale 3 portes haut de gamme :
  - Construction en acier inoxydable.
  - Portes avec poignées intégrées en acier inox, avec joints d'étanchéité facilement démontables.
  - Équipées d'un système de charnières à fermeture automatique et butée ouverte.
  - Pieds réglables en acier inox. Panneau de commande et de ventilation du moteur à ouverture frontale pivotante.
  - Unité de condensation scellée avec condenseur ventilé.
  - Évaporateur à tirage forcé avec revêtement anti-corrosion.
  - Réfrigérant écologique R-134a sans CFC.
  - Contrôle électronique de température et de dégivrage avec affichage numérique.
  - Température de travail de -2° à +8°C.
  - Groupe tropicalisé de 38°C. Livré avec 1 grille GN 1/1 par porte.
  - Alimentation mono 230V, puissance: 400W.
  - Dimensions (lpxh): 2242 x 700 x 850 mm.
- Plan de travail inox avec dessus granit sur mesure :
  - Avec structure portante en tubes carrés inox indépendante des tables froides logées en dessous.
  - Dimensions (lpxh) : 1450 x 1800 x 900 mm.

#### **Réserve du matériel / Plonge :**

Matériels	Quantité
Meuble bas avec étagère (dimensions : 140 / 70) en réserve matériel	1
Échelle GN 1x1 + grilles	4
Tables mobiles inox (dimensions : 100 / 70)	2
Étagère inox (dimensions : 40 / 190) en pâtisserie	1
Étagères pour plonge avec étage amovible (dimensions : 120 / 1,80 Profondeur 60) en plonge	4

### **Petits matériels**

Matériels	Quantité
Micro-onde professionnel	2
Sous-videuse (dimensions : 40 x 80)	1
Woke professionnel mobile	1
Plancha professionnelle mobile	1
Gros cutter	2
Pacojet	1

## **ARTICLE 8. DÉLAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est de 24 mois à compter de la date de réception des équipements.

## **ARTICLE 9. CONTENU DE LA GARANTIE**

Le titulaire garantit la conformité et le bon fonctionnement des équipements fournis pendant la période de garantie.

Pendant cette période il assurera, en cas de dysfonctionnements, les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur.

Il s'engage au titre de cette garantie à couvrir les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport des équipements nécessités par la remise en état ou le remplacement des pièces défectueuses.

A ce titre, le titulaire s'engage à :

- Remédier, à ses frais exclusifs, à tout défaut ou dysfonctionnement des prestations constaté par le pouvoir adjudicateur (par simple mail et/ou par courrier recommandé avec accusé de réception).
- Assurer la correction des prestations défectueuses dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect des obligations de garantie, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités afférentes.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience.

En conséquence, le titulaire doit notamment :

- Disposer de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les besoins du pouvoir adjudicateur,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de leur homogénéité, de leur disponibilité, de leur réactivité, de leur composition,
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes et de ses moyens matériels en cas de difficulté.

Le titulaire s'engage tout au long de cette période à garantir la stabilité des ressources qu'il a proposé que ces ressources aient été identifiées soit dans l'offre, soit pour donner suite à un remplacement.

## **ARTICLE 10. MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS**

### **10.1. Contenu de la maintenance**

Les prestations de maintenance exigées sont classées en trois niveaux de gravité détaillés ci-dessous :

- Maintenance urgente (remise en état immédiate pour nécessité de service)
- Maintenance majeure (remise en état dès que possible)
- Maintenance mineure (fonctionnement en attente de remise en état)

Pour ce qui est du premier cas, l'intervention sera exigée lorsque la panne ou l'incident entraîne une paralysie des activités.

Pour ce qui est du deuxième cas, l'intervention sera exigée lorsque la panne ou l'incident n'entraîne pas une paralysie de l'activité mais un ralentissement évident et contraignant des prestations.

Pour ce qui est du dernier cas, l'intervention sera exigée lorsque la panne n'entraîne pas forcément une contrainte lors de l'exécution des prestations.

Il appartiendra au titulaire de se conformer aux propositions qu'il aura détaillées dans le cadre de réponses techniques.

### **10.2. Assistance téléphonique et SAV**

Le titulaire devra assurer un service de support téléphonique pour tout incident ou demande d'assistance. Ces appels doivent être gratuits ou aux prix d'appels locaux.

Le titulaire en détaillera les modalités dans son mémoire technique.

## PARTIE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION

### ARTICLE 11. MISE A DISPOSITION DES ÉQUIPEMENTS

#### 11.1. Délai de livraison

Le délai de livraison correspond au délai sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre et commence à courir à compter de la notification.

En tout état de cause, le délai maximal de livraison sera avant le 30 septembre 2025.

Le délai d'exécution du marché commence à courir à compter de la notification.

#### 11.2. Lieu de livraison

Les équipements seront livrés au Lycée Hôtelier d'État du Touquet dans le délai de livraison maximal indiqué par le candidat dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

**Lycée Hôtelier d'État**  
1 Avenue du Château  
62520 LE TOUQUET PARIS PLAGE

En prévision de la livraison, le titulaire devra convenir au préalable de la date et de l'horaire de la livraison avec le représentant du pouvoir adjudicateur.

La livraison sera franco de port et d'emballage.

La livraison doit être effectuée par le titulaire impérativement aux heures d'ouverture et au lieu indiqué sur le bon de commande.

En cas d'erreur de lieu de livraison, le véhicule sera réacheminé par le fournisseur, à ses frais par les moyens de son choix à la bonne adresse.

Lors de la livraison, le titulaire organise une présentation et un essai du véhicule aux utilisateurs du pouvoir adjudicateur et leur remet la notice d'utilisation transcrite en langue française.

Le véhicule livré devra être conforme aux engagements du titulaire et aux besoins exprimés par le GIP FCIP de Lille.

Pour effectuer la livraison, le titulaire du marché doit contacter :

**Mme Alexandra VANDENABEELE**  
✉ [intendant.0622807p@ac-lille.fr](mailto:intendant.0622807p@ac-lille.fr)  
☎ 06.75.38.25.25

Le titulaire mettra à disposition du pouvoir adjudicateur un bon de livraison, conformément à la commande, qui indique :

- l'identification du titulaire du marché,
- la date de livraison,
- la référence au marché et à la commande,
- la quantité livrée,
- le destinataire des produits.

Ce bon de livraison devra être impérativement signé par l'émetteur du bon de commande ou son représentant habilité et comporter le cachet du service qui a passé commande.

Les risques afférents au transport et à la livraison des fournitures sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

### **11.3. Modalités de livraison**

En amont de la livraison des équipements, le titulaire entrera en contact avec le représentant identifié du lycée hôtelier afin de programmer la livraison. Cette prise de contact devra se faire au plus tard 7 jours ouvrés avant la date prévue de livraison.

La livraison ne pourra se faire que pendant les heures d'ouverture du lycée hôtelier et lors des jours ouvrés (du lundi au vendredi).

Les équipements devront être livrés avec toutes les protections nécessaires jusqu'à leur mise en service, afin que ceux-ci ne subissent aucune détérioration lors du transport et des manipulations.

En cas de difficultés pouvant entraîner une mauvaise exécution des prestations, le titulaire se doit d'en informer le Pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais par courriel.

### **11.4. Mise en service des équipements**

La mise en service ou installation des équipements sera effectuée sous la responsabilité du titulaire du marché. A charge au titulaire d'indiquer le délai qu'il

Il procédera à l'ensemble des essais, afin de s'assurer de la conformité de l'installation. Les essais se feront impérativement en présence des représentants identifiés du pouvoir adjudicateur.

### **11.5. Formation des utilisateurs et documentation technique**

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute documentation rédigée ou traduite en français nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix. L'ensemble de la documentation technique sera laissé sur le site de livraison.

La formation devra être assurée sur site pour les formateurs, dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, comme indiqué dans l'annexe 1B à l'ATTR11, à compter de la mise en ordre de marche des matériels.

## **ARTICLE 12. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION**

Par dérogation aux articles 27, 28, 29, 30 et 31 du CCAG-FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées selon les étapes décrites ci-dessous par le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité en lieu et place du Pouvoir Adjudicateur.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes sont retournés au titulaire, aux frais de celui-ci, qui a charge complète de les remplacer également à ses frais dans les délais et selon les modalités de livraison prévues au marché.

**Étape 1 : la livraison devra être constatée de manière contradictoire ;**  
➔ point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison prévues à l'article 18 du présent CCP.

**Étape 2 : l'installation (mise en service) devra être constatée de manière contradictoire ;**

➔ point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai d'installation et de mise en service prévues à l'article 18 du présent CCP.

**Étape 3 : la formation devra être constatée de manière contradictoire :**

➔ point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de formation prévue à l'article 18 du présent CCP.

Étape 4 : si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le Représentant concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission des matériels

L'admission est matérialisée par le visa ou le cachet apposé par le pouvoir adjudicateur ou le représentant désigné sur le procès-verbal d'admission des prestations (EXE3).

## **ARTICLE 13. OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **13.1. Obligations du pouvoir adjudicateur**

Le GIP FCIP de Lille sera l'interlocuteur du titulaire pour les questions de commande et de paiement durant la durée du marché.

Le GIP FCIP, en tant que commanditaire des prestations, conserve les responsabilités relatives :

- A la validation des attendus fixés aux prestations ;
- A la priorisation des prestations du marché ;
- A la soumission des demandes et au contrôle de bonne réalisation de celles-ci ;
- Aux possibles modifications d'ordre réglementaire qui pourraient intervenir durant l'exécution du marché.

Le GIP s'engage à fournir au titulaire l'ensemble des informations et documents nécessaires pour la réalisation des prestations.

### **13.2. Obligations du titulaire**

Le titulaire sera l'interlocuteur unique et direct du Pouvoir adjudicateur. Il est tenu à une obligation d'information, de collaboration, de conseil et de mise en garde.

Il assurera la responsabilité pleine et entière de toutes les prestations couvertes par le présent marché. Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations entre tous les intervenants du marché.

En cas de difficulté risquant de compromettre la bonne réalisation des prestations ou de remettre en cause les délais, le titulaire en informera immédiatement le Pouvoir adjudicateur par écrit.

Le titulaire s'engage à demander au pouvoir adjudicateur, en temps utile, toutes informations complémentaires qui lui seraient nécessaires pour l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- faire bénéficier au pouvoir adjudicateur de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience ;

- fournir tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre le bon déroulement des prestations ;
- informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations de nature à retarder, entraver ou à compromettre le bon déroulement des prestations ;
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du présent marché ;
- s'assurer que ses collaborateurs, en charge de l'exécution du présent marché, s'expriment distinctement et aisément en langue française.

En aucun cas l'intervention du pouvoir adjudicateur ne dégage le titulaire de son devoir de conseil au titre du présent marché, de sa responsabilité en tant que professionnel, ni le décharge de ses obligations.

Le titulaire est également soumis à une obligation de résultats. Ainsi, s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### **10.2.1 Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

#### **10.2.2 Respect de la législation du travail**

Le titulaire se doit de se conformer aux prescriptions des articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail contre le travail dissimulé.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se verra appliquer une pénalité conformément à l'article 18 du présent CCP.

## **ARTICLE 14. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Limitation des gaz à effet de serre dans les livraisons : le prestataire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons. Les tournées doivent être optimisées. Le titulaire doit favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.
- Emballages : l'utilisation du plastique dans les emballages doit être limitée et doit se faire de manière raisonnée. Les cartons d'emballage utilisés par le titulaire devront être recyclables et/ou issus de matériaux recyclés.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.



## PARTIE 4. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

---

### ARTICLE 15. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ

#### 15.1. Modalités de fixation et contenu des prix

Les prix du marché sont mixtes.

Les prestations pour lesquelles des prix forfaitaires sont appliqués sont les suivantes :

- Démontage, récupération et traitement du matériel non récupéré ;
- Livraison et installation des équipements de cuisine et de leur documentation technique ;
- Formation des utilisateurs à l'utilisation des équipements.

La formation à l'utilisation des équipements est inclut dans le prix de la livraison.

Les prix unitaires s'appliquent aux coûts des équipements de cuisine en eux-mêmes.

Les prix sont établis hors taxe ou nets de taxe et en euros en tenant compte de l'ensemble des éléments nécessaires à l'achèvement complet des prestations telles qu'elles sont décrites dans le CCP.

Conformément au CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 : « Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, (...), à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. ».

#### 15.2. Variation des prix

Le présent marché est conclu à prix ferme et non actualisable.

### ARTICLE 16. AVANCE

L'option A du CCAG FCS est retenue.

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Pourcentage de l'avance versé au titulaire du marché :

- 10% pour les titulaires autre que les PME
- 20% pour les PME

Conditions de versement et de remboursement :

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

## ARTICLE 17. MODALITÉS DE PAIEMENT

### 17.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

### 17.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : GIP FCIP de Lille

SIRET : 18592161600057

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
  - 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
  - 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
  - 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
  - 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
  - 6° La date d'exécution des services ;
  - 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
  - 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
  - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  - 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
  - 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
  - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## PARTIE 5. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION

### ARTICLE 18. PÉNALITÉS

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités, et les réfections le cas échéant, prévus au présent article sont cumulables.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'État.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais par un courrier électronique motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Pénalité	Montant
<b>Non-respect du délai de livraison des équipements</b>	300 euros HT par jour ouvré de retard
<b>Non-respect du délai d'installation des équipements</b>	100 euros HT par jour ouvré de retard
<b>Non-respect du délai de formation des utilisateurs</b>	100 euros HT par jour ouvré de retard
<b>Non présentation de la documentation technique</b>	100 euros HT par jour ouvré de retard
<b>Retard d'intervention en cas de maintenance urgente au regard du délai d'intervention fixé par le titulaire dans le cadre du mémoire technique</b>	200 euros HT par jour ouvré de retard
<b>Retard d'intervention en cas de maintenance majeure au regard du délai d'intervention fixé par le titulaire dans le cadre du mémoire technique</b>	150 euros HT par jour ouvré de retard
<b>Retard d'intervention en cas de maintenance mineure au regard du délai d'intervention fixé par le titulaire dans le cadre du mémoire technique</b>	100 euros HT par jour ouvré de retard
<b>Pénalité pour non-respect de la législation du travail</b>	500 euros HT par manquement avéré

Avant émission de tout titre exécutoire ou prélèvement sur les factures émises par le titulaire, les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

Le montant des pénalités ainsi établies peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture suivante ou donner lieu à l'émission par l'acheteur d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au titulaire.

Par ailleurs, le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

## **ARTICLE 19. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 20. CAS DE RÉSILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2142-1 et suivants du code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Lorsque la résiliation est prononcée au motif que le titulaire a déclaré ne pas pouvoir exécuter ses engagements, celui-ci encourt une pénalité égale à 5 % du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

Le décompte de résiliation comprend le montant de cette pénalité au débit du titulaire dans les conditions prévues au CCAG.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaît par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la personne Responsable du marché des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion et la justification de son enregistrement légal. A défaut, le syndicat mixte se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 21. LITIGES ET DIFFÉRENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS.

### 21.1. Règlement amiable des litiges

En cas de litige ou de désaccord qui pourrait survenir, notamment quant à l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

S'agissant de la formalisation de la réclamation et des modalités de règlement, les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS relatif aux différends entre les parties s'appliquent.

### 21.2. Juridiction compétente

Le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent pour régler tout litige lié à l'exécution du présent marché :

Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039  
59014, Lille Cedex  
Téléphone : (+33) 3 59 54 23 42  
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr  
Fax : (+33) 3 59 54 24 45  
Adresse internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>

Le droit français est seul applicable.

## ARTICLE 22. DEROGATION AU CCAG FCS

Articles du CCP par lesquels sont introduites les dérogations		Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
<b>Article 12</b>	Opérations de vérification	Articles 27, 28, 29, 30 et 31
<b>Article 18</b>	Pénalités	Article 14

## ARTICLE 23. SIGNATURE DES PARTIES

Signature du pouvoir adjudicateur :	Signature du titulaire :
Fait à _____ , le _____	Fait à _____ , le _____

## ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

---

### ARTICLE 1. DÉFINITIONS

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

### ARTICLE 2. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

### ARTICLE 3. OBLIGATIONS DES PARTIES

#### 1. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

#### 2. Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

#### 3. Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

#### 4. Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

## **5. Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

## **6. Documentation et conformité**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

## **7. Recours à des sous-traitants ultérieurs**

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

## **ARTICLE 4 . ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT**

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :



- l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

## **ARTICLE 5 . NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

### **1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
  - o la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
  - o les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
  - o les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

### **2. Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

## **ARTICLE 6 . NON-RESPECT DES CLAUSES**

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

## ARTICLE 7 . LISTE DES PARTIES

Responsable(s) du traitement : <i>[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :

## ARTICLE 8 . DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :	
Catégories de données à caractère personnel traitées :	
Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires :	
Nature du traitement :	
Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement :	
Durée du traitement :	
Pour le traitement par les sous-traitants (ultérieurs), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement :	

## ARTICLE 9 . MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES, Y COMPRIS MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES VISANT À GARANTIR LA SÉCURITÉ DES DONNÉES

Information : Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité

approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles :

Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel :	
Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement :	
Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique :	
Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement :	
Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur :	
Mesures de protection des données pendant la transmission :	
Mesures de protection des données pendant le stockage :	
Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées :	
Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements :	
Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut :	
Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique :	
Mesures de certification/assurance des procédés et produits :	
Mesures visant à garantir la minimisation des données :	
Mesures visant à garantir la qualité des données :	

Mesures visant à garantir une conservation limitée des données :	
Mesures visant à garantir la responsabilité :	
Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement :	
Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement :	
Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement :	

#### ARTICLE 10 . LISTE DE SOUS-TRAITANTS ULTÉRIEURS

Le présent article doit être complété en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs. Le tableau doit être dupliqué pour chaque nouveau sous-traitant.

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :

Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :	